Numérisation CERMTRI

N° 276 - DU 12 AU 27 JUIN 1951 "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" BI-MENSUEL — 15 FRANCS

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14e) — Téléphone : Suffren 62-31 — C.C.P. Mlle Picard 5660-38 Paris

Vote pour ce programme

UN GOUVERNEMENT OUVRIER PAYSAN, représentant des seuls intérêts des travailleurs, imposé par les travailleurs et contrôlé par eux.
Gouvernement du Front unique de classe des organisations ouvrières.
Gouvernement des travailleurs, pour les travailleurs, par les travailleurs.

POUR IMPOSER CE GOUVERNEMENT : LUTTER tous ensemble comme en juin 36 par la grève générale-**FORGER** vos Comités d'Unité d'Action démocratiques qui, comme dans le Métro, permettront un Front unique véritable et durable des organisations ouvrières.

C'EST LE GOUVERNEMENT INDISPENSABLE

Pour le Pain : Minimum vital de 1936. Echelle mobile. Contrôle ouvrier sur la production. Expropriation des capitalistes pour une planification de l'économie.

Pour les libertés : Dissolution des bandes armées de la bourgeoisie : police, C.R.S., bandes fascistes. Armement du peuple. Milices ouvrières. Droits pour les coloniaux, les jeunes, les soldats.

Pour lutter contre la guerre : Retrait des corps expéditionnaires. Indépendance totale des colonies. Dénonciation des pactes de guerre. Proposition à tous les peuples de constituer les Etats-Unis Socialistes.

Contre le gaullisme et les attentats anti-ouvriers - Contre la misère - Contre la guerre

Pour l'Unité d'Action - Pour le Gouvernement Ouvrier et Paysan

VOTEZ P.C.I.

Dans la SEINE (5e Secteur) et en SEINE-ET-OISE (1re Circonscr.)

Ailleurs votez P. C. F. ou P. S. - Quand le Parti Socialiste s'apparente, votez P. C. F.

C'est sous le signe d'une préparation plus intense à la guerre impérialiste, du renforcement de la guerre et de la répression colonialiste, de l'aggravation de la misère ouvrière que se déroulent les élections. Et les tendances à la guerre, la dictature, la misère et le colonialisme se renforceront tant que durera le régime capitaliste.

Mais l'admirable combattivité dont les travailleurs français, vietnamiens et nord-africains ont fait preuve à tant de reprises depuis la Libération, doit être pour tous les ouvriers, qu'ils soient trotskystes, staliniens, socialistes, anarchistes ou sans parti, une raison de confiance dans leur avenir. Le capitalisme qui se survit en France grâce à l'aide de Wall Street verra indéfiniment ses difficultés grandir à mesure qu'il développera sa préparation à la guerre et qu'il est et sera de plus en plus incapable d'écraser la classe ouvrière et les mouvements révolutionnaires.

Plus il approfondira, par ses monstrueux crédits de guerre, la misère des travailleurs, plus il les verra se dresser contre sa domination et moins sa situation sera stable.

En vue de réaliser ses plans, la bourgeoisie comptera ses forces lors des prochaines élections. La classe ouvrière elle aussi doit compter les siennes. C'est pourquoi tous les travailleurs iront aux urnes le 17 juin et voteront en masse pour les partis ouvriers. Classe contre classe, c'est là le sens profond qu'il faut donner à ce scrutin.

TOUS UNIS CONTRE LA GUERRE, TOUS UNIS CONTRE LE GAULLISME. TOUS UNIS CONTRE LE COLONIALISME. PAS UNE VOIX OUVRIERE POUR LES PARTIS DE LA BOURGEOISIE.

⁂

Suivant leurs convictions personnelles les travailleurs donneront leurs voix — là où ils se présentent pour de listes trotskystes, c'est-à-dire partout sauf dans la Seine, 5e secteur, et dans la 1re circonscription de la Seine-et-Oise — soit au Parti Communiste Français, soit au Parti Socialiste ; mais dans les secteurs où la social-démocratie s'apparente avec les partis bourgeois tous les travailleurs y compris les travailleurs socialistes voteront Parti Communiste Français et que leurs voix ne servent pas à renforcer les partis bourgeois avec lesquels les dirigeants socialistes se sont honteusement apparentés.

Evidemment ce n'est pas simplement en votant ouvrier que l'on peut agir efficacement contre la guerre, le colonialisme et le gaullisme. N'y a pas d'exemple qu'un simple bulletin de vote ou qu'une simple signature puissent donner la victoire aux travailleurs. Tant que subsisteront le capitalisme subsistera les dangers de guerre et de dictature. Et la classe bourgeoise, de même que les féodaux en 1789, se quittera le pouvoir que sous les coups, que la classe ouvrière, unie dans un même combat révolutionnaire, lui portera afin d'instaurer son propre pouvoir.

Mais le vote pour les partis ouvriers sera une grande démonstration d'unité contre les partis bourgeois, une affirmation de la volonté de tous les travailleurs de s'unir tous ensemble dans une même lutte contre la guerre, le colonialisme et le gaullisme.

VOTEZ P. C. I.

Dans la Seine (5) et en Seine-et-Oise (1re) les travailleurs voteront Parti Communiste Internationaliste, car voter P.C.I., c'est voter contre la guerre, contre le colonialisme, contre le gaullisme, pour l'augmentation non hiérarchisée des salaires et l'échelle mobile ; mais c'est surtout voter pour les seuls moyens réalistes de réaliser ce programme: le GOUVERNEMENT OUVRIER et PAYSAN, L'ARMEMENT DU PEUPLE ET LES MILICES OUVRIERES.

VOTER P.C.I., c'est se prononcer pour le programme de la Révolution Socialiste.

Bien que ce vote n'ait lieu que dans deux circonscriptions, il aura une portée NATIONALE. En effet, le vote trotskyste sera la démonstration vivante qu'il existe dans la banlieue rouge de Paris, là où le P.C.I. a pu présenter son programme et ses candidats, des milliers de travailleurs qui seront incités par l'action de classe contre la guerre, le colonialisme et le gaullisme afin d'instaurer le pouvoir des ouvriers.

⁂

Certains travailleurs trompés par les illusions électoralistes que la S.F.I.O. et le P.C.F. ont semées à profusion depuis des années et des années, seront peut-être conduits à penser que voter pour les trotskystes c'est perdre sa voix.

A ces camarades nous disons : *Voter trotskyste c'est voter ouvrier, s'opposer clairement au régime capitaliste. C'est le vote de classe. Mais surtout votre vote sera un appel aux travailleurs de toute la France et aux peuples coloniaux. Votre vote sera un ACTE. Il dira que vous êtes pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour la Révolution Socialiste, pour l'action de masse révolutionnaire, pour le Front Unique de toutes les organisations ouvrières contre l'ennemi commun : la bourgeoisie et ses troupes de choc, les bandes gaullistes.*

C'est pour que cette affirmation révolutionnaire soit la plus large, la plus démonstrative possible, que nous appelons :

LES OUVRIERS, LES TRAVAILLEURS ALGERIENS ET TOUS LES TRAVAILLEURS COLONIAUX QUI ONT LE DROIT DE VOTE, LES JEUNES, LES SOLDATS, LES FEMMES à

VOTER MASSIVEMENT DANS LA SEINE (5e) ET LA SEINE-ET-OISE (1re) POUR LES LISTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE.

Ce sera là un pas en avant pour la préparation et pour la victoire des luttes de demain, pour l'issue victorieuse du combat final contre la bourgeoisie.

Michèle MESTRE.

LES VIETNAMIENS de chez RENAULT APPELLENT LEURS FRÈRES ALGÉRIENS à voter pour le P.C.I.

(EXTRAITS DU TRACT)

Camarades,

L'impérialisme français, qui vous opprime comme il nous opprime, vous accorde tous les cinq ans un bulletin de vote pour faire croire à sa « Démocratie ». Il ne réussit à tromper aucun de vous. Chacun sait l'utiliser comme un moyen de dire sa volonté d'abattre l'impérialisme exploiteur.

Nous, travailleurs Vietnamiens, n'avons pas de bulletin de vote. Mais si nous votions, nous dirions :

Aucune voix pour les partis colonialistes...

Le Parti Communiste Français n'est pas un allié sûr...

Nous voterions pour Daniel RENARD (P.C.I.)

Parce que Daniel RENARD, ouvrier de chez Renault, a combattu courageusement dans toutes les luttes revendicatives. Parce qu'il a soutenu les revendications des plus exploités et spécialement les vôtres, travailleurs algériens, en combattant contre la hiérarchie des salaires et pour des AUGMENTATIONS EGALES POUR TOUS.

Perce que Daniel RENARD, à la tête de la liste du Parti Communiste Internationaliste, met au centre de son programme et de son action la lutte contre l'impérialisme, pour l'indépendance totale de tous les peuples coloniaux.

Le P.C.I. combat contre la répression qui frappe le MT.L.D. de MESSALI HADJ et son journal, « L'Algérie Libre ».

Le P.C.I. combat pour le retrait des troupes françaises du Viet-Nam.

Le P.C.I. combat pour le retrait des forces armées du colonialisme de l'Afrique du Nord.

Le P.C.I. combat pour le droit de séparation des peuples d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, pour leur indépendance totale.

Le P.C.I. appuie votre juste revendication d'une :

CONSTITUANTE ALGERIENNE

Le Groupe Bolchevick-Léniniste Vietnamien (Cellule Renault)

NOS CANDIDATS :

SEINE-ET-OISE (1re)

Michèle MESTRE

35 ans, syndiquée C.G.T., membre du Comité Central du P.C.I. A rejoint le trotskysme il y a 12 a., en 1939, au moment où se déclenchait la 2e guerre impérialiste. Son activité militante dans les organisations de jeunesse attira déjà l'attention de Doriot. Après la débâcle de juin 40, participe à la reconstruction du Centre Laïque des Auberges de Jeunesse, abandonné par ses dirigeants soi-disant démocrates. Elle devient secrétaire générale de cette organisation. Elle dirige la résistance contre les éléments prouhitériens et racistes du Pétiot, qui tentent de s'emparer des Auberges de Jeunesse. Cette activité lui vaut d'être arrêtée par la Gestapo en juin 1941 et interrogée au Cherche-Midi près de 6 mois. Elle doit sa libération à sa ferme attitude au cours des interrogatoires. Contraint de militer pendant toute l'occupation elle échappa à plusieurs tentatives d'arrestation de la police de Vichy et de la Gestapo. A la libération, elle dirigea plus spécialement le rayon du P.C.I. de Colombes, Argenteuil, Bezons où notre parti déploya une grande activité pour la prise des usines par les ouvriers. Depuis, elle fut secrétaire de la Seine Parisienne du P.C.I., membre du Bureau politique et assuma pendant plusieurs années la direction politique de « La Vérité ».

SEINE (5e)

Daniel RENARD

Né le 25 avril 1925 à Asnières (Seine) En 1946, entre à l'école préfectorale nelle CHAUSSON à Asnières, comme apprenti chaudronnier.

En 1941, entre à la Ligue Française des Auberges de Jeunesse.

En 1942, embauché à l'usine Chausson comme ouvrier ferblantier.

Début 1944, quitte l'entreprise parce que recherché par la Gestapo française.

Entre au Parti en 1946.

En septembre 1944, retourne chez Chausson à demeurant et organise la commission des jeunes de la C.G.T.

En 1945, devient dirigeant du Mouvement Uni des Auberges de Jeunesse, membre du Comité directeur.

Ensuite travaille chez Codet, usine métallurgique de la Garenne-Colombes.

Fin 1946, entre chez Renault.

Au cours de la même année devient dirigeant de la Jeunesse Communiste internationaliste, suppléant au Comité central du Parti.

De 1947 à 1951, milite dans l'entreprise Renault, participe à la grève d'avril 1947 et est délégué au Congrès C.G.T. de l'entreprise en novembre 1947.

Membre du Comité central de grève en novembre-décembre 1947.

En 1947, devient membre du Comité central du P.C.I.

En novembre 1950 est exclu de la C.G.T. pour s'être opposé à la politique de division qui a accompli les débâcles.

Travaille actuellement comme traceur-calibreur à l'atelier 62-31 (forges) de chez Renault.

(Les autres candidats en page 2)

NOUVELLE ADRESSE "LA VÉRITÉ"
46, RUE DE L'ARBRE-SEC
(métro Louvre) CENtral 68-96

Un autre curieux défenseur des Algériens : Jean ROUS, de FRANC-TIREUR

Dans le 5e secteur de la Seine se présente une liste dirigée par M. Jean Rous.

Il fait profession de défenseur des peuples colonisés. Dans sa circulaire électorale il énumère ces titres : « 42 ans, secrétaire général du « Congrès des Peuples », journaliste syndiqué, ancien combattant de la Résistance (agent P2 FFC) et ancien interné politique ». Mais M. Rous, modeste comme la violette, omet de se parer de son plus beau fleuron, celui de REDACTEUR EN CHEF-EDITORIALISTE DU JOURNAL « FRANC-TIREUR » (celui qui prend parti, et comment, pour le pacte Atlantique et l'Union française !)

Le journal de M. Rous propose, le samedi 2 juin : « les grandes lignes de la Charte républicaine et ouvrière que « Franc-Tireur » suggère à tous ceux qui veulent que « ça change » dans la Liberté » !

Et voici les grandes lignes proposées aux peuples opprimés par l'impérialisme français :

« Dans l'Union Française ».

« a) Avant tout mettre fin à la sanglante et ruineuse guerre d'Indochine, non pas en abandonnant le Viet-Nam à Moscou ou à Pékin, mais en négociant avec l'aide et sous le contrôle des Nations Unies une trêve suivie d'une consultation qui permettrait au peuple vietnamien de choisir librement son gouvernement, son statut et la nature de ses rapports avec la métropole.

« b) Accorder aux peuple nord-africains les libertés d'expression et d'association qui leur manquent ainsi que les droits démocratiques et syndicaux et, là où elle est possible ou promise, l'autonomie administrative. »

Le seul titre « Dans l'Union Française » est tout un programme. Précisé d'ailleurs par le texte : il ne s'agit pas d'accorder l'indépendance aux peuples vietnamien mais de régler « la nature des rapports avec la métropole ». Quant aux Algériens, ils auront l'autonomie administrative (qu'est-ce que c'est que ça ?) « là où elle est possible (qui le dira ? la fameuse « métropole » vraisemblablement) « ou promise ».

L'astuce consiste en cel. Pourquoi n'y aurait-il pas une bonne Union française démocratique, civilisatrice et tout ? demandent naïvement les colonialistes « de gauche » en faisant semblant d'oublier qu'en France comme dans les colonies le gouvernement et le parlement le plus démocratique ne font qu'appliquer les ordres des 200 familles qui sont les véritables propriétaires des colonies et qui les oppriment et les exploitent pour récolter de l'or.

La meilleure preuve en est que le Front Populaire qui était (par peur des masses) très démocratique ne donna ni indépindance ni amélioration aux peuples opprimés. De même les gouvernements auxquels participèrent des ministres socialistes ou communistes. N'est-ce pas un gouvernement auquel participait Thorez qui commença en 1945 la sale guerre d'Indochine.

Le parti S.F.I.O., dont toute la philosophie (si l'on peut dire) repose sur la croyance qu'on peut aller au socialisme par le moyen de la démocratie bourgeoise, a fourni ces dernières années Marius Moutet, Naegelen dont les Vietnamiens et les Algériens gardent un souvenir éternel.

D'ailleurs, si M. Rous était réellement démocrate il devrait dire aux peuples opprimés : « Nous allons voter tous pour le démocratique parlement français, où qui dominait une majorité aux députés des noirs, des Nord-Africains et des Vietnamiens !

Somme toute, Rous — qui était d'ailleurs membre du Comité directeur de la S.F.I.O. lors de la répression de Sétif de mai 1945 (40.000 morts) que dirigeait le ministre de l'Intérieur socialiste Tixier — promet aux peuples opprimés précisément ce qu'ils ont eu jusqu'à maintenant : des bonnes paroles et des bons coups de trique.

Tous les travailleurs français ou algériens voteront pour le gouvernement ouvrier et paysan dont le premier acte sera de rendre la liberté et l'indépendance à tous les peuples enchaînés par la démocratie française.

J. DUCHENE.

MISE AU POINT

« Le compte rendu du Congrès partisien des comités électoraux paru dans le quotidien « l'Humanité » du 4 juin 1951 nous amène à faire la mise au point suivante :

1° Le M.T.L.D. n'a pas participé aux travaux de ce congrès et aucun de ses représentants n'était présent à la Mutualité.

2° Le nommé Idir Ahmed dont la déclaration est mise en relief par « l'Humanité », n'a aucun titre pour parler au nom du M.T.L.D.

3° La position du M.T.L.D. sur la participation des Algériens résidant en France aux élections a été exprimée dans la déclaration de la Délégation permanente à Paris en date du 28 mai dernier, communiquée à toute la presse. C'est en toute indépendance que le M.T.L.D. entend apporter son soutien à « tous les démocrates qui ont donné des preuves de leur volonté de soutenir le Mouvement National Algérien. »

Tous les commentaires qui ont pu accompagner la publication de la déclaration de la Délégation permanente n'engagent nullement le M.T.L.D. »

Attentat fasciste et policier CONTRE LA C.G.T

Dans la nuit du 5 au 6 juin, la Maison de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne (C.G.T.) a été à plusieurs reprise attaquée par des groupes de combat fascistes qui ont blessé deux gardiennes.

Le lendemain, la police, qui n'était gardée d'intervenir au cours de la nuit, est venue en force pour compléter le travail des nervis du R.P.F. Elle a donné l'assaut à son tour à la maison des Syndicats sous le futile prétexte d'enlever un calicot qui dénonçait l'agression. Les flics ont frappé sauvagement les responsables syndicaux qui occupaient le local, les ont arrêtés, ont perquisitionné et occupé.

Cette odieuse provocation prend tout son sens d'être montée pendant la campagne électorale. Les travailleurs parisiens y ont répondu immédiatement comme il se doit. La police avait à peine terminé son coup que des groupes ouvriers manifestaient et engageaient la bagarre avec les flics.

Une manifestation plus importante que celle qui se déroula en 1947 après l'attentat contre l'immeuble du Comité Central du P.C.F. de la rue de Châteaudun, une grève générale de la région parisienne étaient possibles. Le dirigeant cégétiste Frachon a bien dit qu'il avait refusé de répondre par la démonstration de force que voulaient les travailleurs.

Les débrayages en ordre dispersé ont tout de même montré à la bourgeoisie que l'heure du terrorisme anti-ouvrier n'est pas encore sonnée.

LA PREMIÈRE VICTIME DE LA GUERRE "POUR LA DÉMOCRATIE" c'est la démocratie elle-même

La première victime de la « guerre pour la démocratie », c'est la démocratie elle-même. Ceci, le peuple américain est en train de l'apprendre de sa propre et amère expérience au fur et à mesure que ses dirigeants impérialistes accélèrent leurs préparatifs pour la contre-révolution et la guerre mondiale.

La récente décision de la Cour suprême américaine, l'autorité judiciaire la plus haute, en confirmant la condamnation des 11 dirigeants du Parti Communiste, affirmant ainsi le caractère constitutionnel de l'ignoble loi Smith, est peut-être le coup le plus sérieux porté aux droits démocratiques dans toute l'histoire de l'Amérique. Dans ses effets, cette décision sanctionne officiellement le passage au développement rapide vers un état policier.

En complète contradiction avec le Premier Amendement à la Constitution des Etats-Unis qui interdit expressément toute entrave aux droits de libre expression, de presse et de réunion, la loi Smith fait un crime de la seule défense des idées révolutionnaires. Sur la base de cette loi, les membres d'une organisation qui professe les idées de Marx et de Lénine sont maintenant sujets à une condamnation pour peu que le gouvernement entame une action judiciaire. Même la vente du *Manifeste Communiste* ou de *l'Etat et la Révolution* peut maintenant constituer un délit d'après la loi confirmée par la Cour Suprême.

En prenant cette décision, la Cour Suprême a balayé les hésitations qui la retenaient dans le passé. Maintenant il apparaît plus nécessaire qu'existe un danger direct pour réduire l'exercice des libres droits démocratiques. Il est suffisant qu'une organisation (quelles soit sa force ou son influence) proclame que le Socialisme révolutionnaire est son but, que le gouvernement décide que tel est son but, pour que se mette en marche l'appareil de répression.

Il est clair que la décision de la Cour Suprême va inaugurer une période de persécutions et d'emprisonnements accrus. En fait, la nouvelle fut saluée par le Département de la Justice avec l'annonce d'une préparations légale à d'autres persécutions. C'est la première réalisation de la promesse faite par ce même Département au moment de la condamnation des dirigeants staliniens en octobre 1949, à savoir que si la loi était confirmée par la Cour Suprême une action judiciaire pourrait être envisagée contre quelques 12.000 « communistes ».

Assurément les staliniens seront le premier objectif de la répression. Les bourgeois les considèrent comme les plus vulnérables et les moins capables d'avoir un soutien populaire. Leur passage d'un soutien complet du capitalisme américain et de son gouvernement durant la dernière guerre à l'opposition quand l'alliance américano-russe fut rompue, les a caractérisés aux yeux des masses comme étant uniquement une agence du Kremlin. Leur attitude ouverte de briseure de grèves, leurs méthodes de collaboration de classe et le régime bureaucratique qu'ils instaurèrent dans les syndicats sous leur contrôle durant la deuxième guerre mondiale, firent naître chez les militants ouvriers la haine et le dégoût à leur égard.

L'ironie de leur condamnation réside dans le fait que la loi Smith a été signée par le président Roosevelt lui-même, que les Staliniens ont toujours cité comme « le grand ami de la paix » et « le grand démocrate ». Bien plus, les staliniens étaient complètement de son côté quand Roosevelt appliqua cette loi pour la première fois en emprisonnant 18 dirigeants du « Socialist Workers Party » (Parti trotskyste) au cours de la deuxième guerre mondiale. Ils salueront cet emprisonnement comme une action « anti-fasciste ».

Ici il convient de souligner qu'en dépit du cette perfidie, les trotskystes américains furent les premiers à se dresser pour la défense des dirigeants staliniens quand ils furent jugés. Ils furent guidés par des considérations de solidarité de classe qui doivent demeurer décisives quand un quelconque secteur du mouvement ouvrier est en butte à la répression capitaliste.

L'emprisonnement des staliniens vise beaucoup plus que la persécution de la petite minorité de socialistes et d'éléments militants de la classe ouvrière américaine. Il est dirigé contre tout le prolétariat afin

Georges VALLEN. *Suite page 2.*

L'Assemblée des Cadres de la Métallurgie s'est réunie jeudi 7 juin au soir pour organiser l'action ouvrière et répondre à la provocation contre la Maison de l'Union des Syndicats de la Seine.

Cette assemblée reflétait la profonde volonté des métallurgistes de relever le défi de la bourgeoisie. Mais les bonzes qui tremblent dès qu'ils aperçoivent l'ombre de la grève générale avaient mijoté à l'avance une résolution émolliente qui ne prévoyait pas la coordination du mouvement de protestation et annonçait pour samedi des directives pour lundi.

D'habitude les hésitations et les désaccords s'épulsent pendant le débat et le vote a lieu comme prévu par la direction. Cette fois la majorité a voté contre la résolution (« les avis sont partagés », a dit pudiquement Lunet) et il a fallu rouvrir la discussion. Les propositions d'action étaient diverses parce qu'elles n'étaient pas coordonnées, mais l'avis unanime était qu'il fallait débrayer tous ensemble et les délégués faisaient aussi le procès des grèves à petites doses répétées, disant : « Si la résolution dit qu'une décision de débrayage peut venir samedi, les gars ne partiront pas vendredi ».

En fin de compte la résolution a été modifiée légèrement, promettant la réunion de la C.E. de l'Union des Syndicats de la métallurgie pour vendredi au lieu de samedi.

Lunet a expliqué le refus par les sommets syndicaux de l'ordre de grève générale en disant qu'ils craignaient que le mot d'ordre ne soit *Suite page 2.*

4 ans de lutte chez Renault

Le branle du combat contre les exploiteurs, a été donné en avril 1947 par les ouvriers de chez Renault. Rompant avec la politique du « produire d'abord, revendiquer ensuite » et de « la grève, arme des trusts », les travailleurs de la plus grande usine de France, cent brisé la politique du tripartisme, du blocage des salaires, en obligeant les « ministres ouvriers » à rompre le pacte de collaboration de classes qu'ils avaient conclu avec les ouvriers sous le sceau de l'union de classes payait. La grève, qui pourtant avait contre elle le puissant appareil bureaucratique de la C.G.T., ébranla dans ses fondements mêmes, le gouvernement capitaliste.

Depuis lors, de nombreuses batailles ont mis aux prises le monde du travail et les forces de classe ennemie. Chaque fois, que les ouvriers ont tenté de se servir contre le régime, ils ont eu les mêmes difficultés essentielles à surmonter ; la division syndicale, la volonté des chefs de ne pas mobiliser toutes les forces dans la grève générale, pour mener le combat jusqu'au bout.

Le Parti Communiste Internationaliste, bien avant tous les autres répondit à cette division du mouvement ouvrier, en combattant pour

Daniel RENARD.

Suite page 2.

Les 500.000 dépassés En avant pour le million.

Les frais de la campagne électorale — même réduits au minimum — sont fort lourds. Il n'y a pas à payer la fatigue des camarades ; mais imprimerie, collage, transports, déplacements... chaque jour augmentent le montant de nos dépenses.

En face de cela, notre souscription monte, mais trop lentement encore.

Nombreux sont nos amis qui ne pourront pas voter P.C.I., puisque nous ne nous présentons que dans deux circonscriptions. Il faut nous aider à mener à fond la campagne dans ces deux circonscriptions et aussi à faire connaître notre programme partout.

Nous sommes autour du demi-million. Il faut nous assurer le millions dans le plus bref délai.

Amis lecteurs, souscrivez, faites souscrire !

Numérisation CERMTRI

A TRAVERS LA CAMPAGNE ELECTORALE

Nos candidats

(Suite de la page 1)

Seine (5e)

FOIRIER Roger

40 ans, professeur de dessin aux écoles de Puteaux. Syndiqué Fédération de l'Education Nationale depuis 1949. Membre du Conseil syndical du personnel communal de Seine et Seine-et-Oise (C.G.T.) de 1945 à 1949. Jeunesses Socialistes 1928. Jeunesses Léninistes (trotskystes) 1933. Membre fondateur des Amis de l'Enfance ouvrière, diri-geant des Faucons rouges de 1932 à 1936, secrétaire de la Jeunesse Communiste Internationale 1937, membre du Bureau National et secrétaire régional de la « Jeunesse Socialiste Ouvrière et Paysanne », membre du Bureau Politique clandestin du Comité Communiste Internationaliste pendant la deuxième guerre mondiale.

MINGUET Simone

31 ans, dactylo. Participe à la Résistance dans un mouvement de jeunesse à partir de 1942. En août 1944, secrétaire adjointe du Comité de Paix Française clandestin pendant la semaine insurrectionnelle, puis de la Commission Exécutive du Comité de Paix. P.C.F. de 1944 à 1946, membre de la Commission Exécutive des Métaux de la région parisienne de 1944-1946. Exclue du P.C.F. en juin 1946 en raison de sa prise de position contre la politique de « prendre d'abord » et pour l'échelle mobile des salaires. P.C.I. en août 1946. Elue secrétaire de la section syndicale S.N.C.A.N. Garbadet en mai 1947, membre du Comité de lutte de grève de la S.N.C.A.N. aux grèves de novembre-décembre 1947, exclue du P.C.I. en raison de son activité syndicale en mai 1948. Membre du Comité Central du P.C.I.

JUST Stéphane

30 ans, mécanicien au métro. Parti Socialiste et Jeunesses Socialistes de 1944-1946. Après la rupture des J.S. avec le P.S., devient secrétaire de la Fédération de la Seine de la J.S. autonome. Membre du Comité Central de l'A.S.R. quand les J.S. fusionnèrent avec un groupe ayant rompu avec la S.F.I.O. Au moment de la fusion du R.D.R., rompt avec l'A.S.R. et adhère au P.C.I. Membre suppléant du Comité Central du P.C.I.

MARGNE Charles

41 ans, agent des P.T.T., 1931 à 1933 : militaire de la Paix. 1939 : membre de la Commission Centrale de la région parisienne du syndicat des P.T.T., condamné à 5 ans de prison par Daladier pour propagande communiste internationaliste, 52 mois de prison; février 1940 à mai 41, juin à novembre 1944 : F.T.P. (Cap. F.F.I.). Membre de la C.E. Parisienne de la Fédération postale (1948-49), secrétaire-adjoint de la section du central télégraphique en 1947, membre du Comité de grève de la région Parisienne. Actuellement membre du Comité de Coordination syndicale (ces tourgnol-ses) du Central P.T.T.

MARCHAND Roger

26 ans, traileur-outileur, C.G.T. de 1945 à 1950. Exclu en 1950 en raison de son opposition à la politique des dirigeants. Participe aux grèves de 1947 chez Citroën. Licencié de chez Duhl en même temps que les responsables du P.C.F., en raison de son action en faveur de la réintégration de trois délégués syndicaux C.G.T., alors même qu'il était exclu de cette centrale. P.C.I. en 1948. Membre du Bureau Politique des Jeunesses Communistes Internationalistes 1946-47. Suppléant au Comité Central du Parti Communiste Internationaliste depuis 1946.

GOUTTEFANGEAS Jean

24 ans, tourneur chez Renault depuis 1944, syndiqué C.G.T., P.C.I. depuis 1949, secrétaire de la cellule Markine (Renault - Forges).

WEILL Janine

30 ans, auxiliaire des P.T.T. (service général), syndiqué C.G.T., P.C.I. depuis 1948, membre de la Commission exécutive du syndicat des chèques postaux, de 1946 à 1948.

BENOITS Henri

25 ans, dessinateur industriel chez Renault, syndiqué F.O., P.C.I. mai 1949. Etait syndiqué C.G.T., membre de la Commission Exécutive de la section syndicale Renault. Participe à la création des commissions de jeunes du syndicat des métaux. Responsable de la Commission de Jeunes du syndicat des métaux de Saint-Ouen jusqu'en fin 1946, puis service militaire. Adhère au syndicat autonome formé chez Alsthom-Lecourbe à la suite de l'opposition de la C.G.T. à la grève générale. Membre du Comité d'entreprise Alsthom-Lecourbe en juin 1950.

Seine-et-Oise (1e)

CARDINAL Annie

26 ans, secrétaire, Jeunesse Socialistes de 1945, syndiquée C.G.T., membre du comité central du P.C.I.

CRETIET Georges

26 ans, ouvrier métallurgiste chez Renault, C.G.T. clandestine en 1949, P.C.I. en 1947, syndiqué C.G.T.

BOUVET Raymond

26 ans, dessinateur industriel, syndiqué C.G.T., fusiliers rouges en 1944-45, Front National en 1944, P.C.I. en 1945, responsable jeune de la section syndicale Oselle M.A.P. à Saint-Denis en 1946-47.

MOUGARD Georges

30 ans, contrôleur des P.T.T., membre du Bureau National des Jeunesses Socialistes en 1947, membre du comité du Parti Socialiste (S.F.I.O.) d'avril 1948 à septembre 1947. Membre de l'Action Socialiste (tendance (A.S.R.) de la Seine, 1948, membre du P.C.I. en 1948.

EEMANS Louis

employé de bureau, P.C.I. depuis 1948, milite à Paris jusqu'en mars 1943. Service obligatoire du Travail en 1943. Milite en Allemagne à la cellule trotskyste clandestine de Berlin. Depuis 1948, militant syndical dans son entreprise (C.N.E.P.). Syndiqué C.G.T., Commission exécutive du C.N.E.P.

FORCADA Madeleine

employée, syndiquée C.G.T. Milite aux Jeunesses socialistes depuis 1935. P.C.I. depuis 1939. A dirigé pendant l'occupation l'édition clandestine du journal « Octobre » organe du P.C.I. de la région Bordelaise. A la Libération, participe à la création des comités de ménagères du Bouscat, dont elle est élue secrétaire.

TEXIER Guy

20 ans, syndiqué C.G.T., Jeunesse communiste en 1934, P.C.I. en 1939, imprimeur clandestin de la « La Vérité » de 1942 à 1944.

LES FEMMES TRAVAILLEUSES VOTERONT POUR LA REVOLUTION

On appelle maintenant de partout les femmes à voter : prédicateurs, journaux féminins, belles affiches leur rappellent qu'elles représentent 53 % du corps électoral et qu'elles ne doivent pas s'abstenir.

Il est seulement dommage que dans cette campagne il n'y ait que d'aussi belles affiches et d'aussi gros chiffres !

— Pour nous apprendre le nombre exact de jeunes filles qui, depuis 1945, travaillent dans les usines, les bureaux, les ateliers, les magasins, des femmes qui sont obligées de travailler parce que le maire de leur compagnon est insuffisant. Nombre qui s'ajoute à l'immense contingent des femmes seules dont la lutte pour la vie est encore plus dure que celle des hommes...

— Pour dénoncer la dure condition du travail féminin : trop longue station debout, atmosphère malsaine des ateliers, des magasins, des bureaux et des usines avec toutes leurs si graves conséquences sur la santé des travailleuses, et souvent celle de leurs enfants...

— Pour dénoncer l'insuffisance des salaires féminins, la cherté du coût de la vie dont les ménagères sont bien les premières à se rendre compte...

— Pour exiger l'application effective du principe : à travail égal, salaire égal.

Mais les femmes travailleuses n'ont pas besoin de conseils pour savoir qu'elles doivent voter. Dans leurs conditions de vie actuelles, elle voteront contre le régime et les gouvernements responsables de ces si dures conditions.

Aux côtés de leurs camarades de travail, leurs compagnons de lutte, elles sauront voter classe contre classe pour exprimer leur volonté d'instaurer le gouvernement capable de leur apporter effectivement le vrai pain, la vraie paix et la vraie liberté : un gouvernement ouvrier et paysan, premier pas vers le régime socialiste. Elles, lesquelles femmes participera à la production en égale de l'homme et non plus comme aujourd'hui, en fait deux salaires de travailleurs pour avoir un minimum vital à peine convenable.

Dans le cinquième secteur de Paris et dans la première circonscription de Seine-et-Oise, les femmes travailleuses voteront P.C.I.

Madeleine FORCADA.

A CLICHY

Just parle des positions du parti sur les problèmes français.

Frank sur la situation internationale.

A la suite de nombreuses questions posées : La position du P.C.I. en face de « Paix et Liberté », Précision sur le programme du P.C.I. Qu'aurait fait le P.C.I. à la place du P.C. en 1945.

A ces questions Frank répond en dénonçant « Paix et Liberté » comme une officine gouvernementale. En 1945, lorsqu'il y a un autre moment le P.C.I. n'aurait participé au gouvernement bourgeois. A ce moment le P.C.I. s'efforcait de mobiliser les travailleurs pour qu'ils utilisent leur comité de libération, et leurs armes pour prendre le pouvoir. Le programme du P.C.I. est le programme des travailleurs. Il n'est pas autre chose que le résumé de l'expérience de 100 ans de luttes ouvrières.

Ensuite d'autres questions sont posées; notamment, le P.C.F. est-il un parti ouvrier. Just répond que les ouvriers qui sont pas pour les monarchies de Staline, mais parce qu'ils pensent que ce parti est celui qui les conduira au communisme. Le P.C.I. va collaborer pour leurs aspirations. Ainsi il a dû adopter toute une série de mots d'ordre qu'il combattait jusqu'à présent et ce sont révélés être ceux des travailleurs (échelle mobile, etc...). Les mots du P.C.F. seront parmi les meilleurs de la Révolution.

Un candidat de la liste P.S. demande la parole. Il explique que le P.S. est le parti de la Paix, et que le désespéré va voter pour le P.C.I. c'est perdre des voix.

Frank lui répond en montrant la démocratie dans le P.S. : exclusion depuis 20 ans de toutes les minorités révolutionnaires, par contre les sous-marins de la bourgeoisie, les traîtres, les corrupteurs ne sont pas inquiétés. Frank rappelle la grève des mineurs et les opérations pourries de Moch, Naegelen en Algérie, le Viet-Nam, etc...

« Nous ne regrettons pas notre participation gouvernementale. » **Robert Verdier, directeur du « Populaire » aux sociétés savantes (1er secteur de la Seine) le 2 juin 1951.**

A BOULOGNE

La camarade Mingset traite ensuite le tableau de la situation internationale en montrant pourquoi les impérialismes avec à leur tête le plus fort d'entre eux, celui des U.S.A. veulent, par quatre F.U.M.S.B., les démocraties populaires, la Chine et tous les mouvements révolutionnaires dans le monde. Elle montre que seule l'action directe des travailleurs en abattant le capitalisme, fauteur de la guerre, peut s'opposer à ce plan.

La camarade Renard résume l'expérience des travailleurs depuis 1936. Il donne la raison des échecs depuis la grève Renault d'avril-mai 1947. Jamais lorsque cela était possible, les dirigeants ouvriers n'ont fait appel à une lutte d'ensemble des travailleurs.

Aujourd'hui, on lit de belles promesses sur les panneaux électoraux. Mais, pas un parti de la classe ouvrière, **sauf le P.C.I.,** ne se prononce sur ce que doit être le gouvernement qui servira les intérêts des travailleurs. Seul, le P.C.I. défend les mots d'ordre d'un gouvernement de front ouvrier des organisations ouvrières, s'appuyant sur l'action directe des travailleurs, un gouvernement ouvrier et paysan.

Le camarade Renard termine en expliquant le sens du vote révolutionnaire. La réunion se termine par une vibrante internationale après que les auditeurs aient manifesté leur sympathie à notre programme en donnant leur contribution à notre souscription électorale.

A BEZONS

Après quo nos camarades Jacques Privas et Michèle Mestre, eurent exposé aux auditeurs les symptômes de la crise politique en fin des élections et de la situation politique en France et dans le monde. La discussion s'engagea avec des membres du P.C.F. L'un reprit les arguments traditionnels de son parti contre notre organisation et notre programme dont il fut obligé de se rendre compte d'accord avec nous sur un assez grand nombre de points, prétendant tout aussi qui recevrent la lutte immédiate des travailleurs ainsi que sur les nécessités de l'unité ouvrière dans la classe ouvrière. Ces questions au sujet des grèves Renault amenèrent notre camarade Crétier, qui présidait la séance à intervenir avec force et véhémence pour apporter des précisions au sujet des événements qu'il a vécus.

Un Nord-Africain de l'assistance prit également la parole et tout dit avec une émotion visible et sincère, qu'il venait aux réunions de tous les partis dénoncer le colonialisme et dire aux militants que la lutte des travailleurs algériens était celle de la classe ouvrière.

Privas, en quelques mots apporte le soutien total de notre parti à la lutte contre le colonialisme.

Avant de se séparer, les auditeurs votèrent à l'unanimité la résolution suivante :

Les travailleurs réunis le 6 juin à Bezons à l'appel des candidats du P.C.I. protestent rigoureusement contre l'agression policière et fasciste dont ont été victimes les locaux et les militants de l'union des syndicats de la R. P.

A SURESNES

Après les exposés de Bleibtreu et de Just, sur la politique du P.C.I., les auditeurs ont voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

« Les assistants à la réunion électorale convoquée par le P.C.I. à Suresnes, boulevard Edouard-Vaillant, s'élèvent contre les méthodes employées par les bandes gaullistes contre les locaux de l'U. D. des Syndicats de la Seine C.G. T., contre l'envahissement des locaux de l'U.D. par la police, les arrestations et les coups dont furent victimes les responsables de cette organisation.

Ils protestent également contre les coups dont furent victimes les militants du P.C. allant porter la contradiction à l'avocat vichyste Isorni.

Ils constatent la renaissance des bandes fascistes et leur soutien par la police aux mêmes attaques contre le travailleurs.

Ils invitent les travailleurs à s'unir sans distinction politique ou syndicale, pour former leurs propres groupes de protection, de défense et d'attaque contre les bandes fascistes.

Ils s'adressent aux directions des syndicats et des partis en réclamant des travailleur pour qu'ils unissent leurs efforts afin d'aider à la formation des groupes de défense des travailleurs. »

Ceux qui font 18 mois en attendant de se faire tuer n'ont pas le droit de voter

Les jeunes soldats qui écrivent à « La Vérité » savent que le P.C.I. a défendu et défend leurs intérêts: abrogation de la loi des 18 mois - retrait des troupes des colonies - droits démocratiques aux soldats. Au moment où tous les partis font des promesses, il est particulièrement amer de lire ce qu'est la réalité de l'exploitation militaire qui écrase les jeunes travailleurs.

Soutenez vos frères de classe sous l'uniforme !

LES CONSCRITS EMPLOYES COMME COBAYES

« A Montlhéry où se forme le 121e R.T., ont vécut dernièrement de se servir des conscrits comme cobayes.

A la seconde piqûre du D.T.T.A.B. le samedi 19 mai, quand les jeunes soldats arrivèrent à l'infirmerie du camp, on les fit stationner en plein vent pendant près d'une heure jusqu'à ce que le médecin militaire arrive et opère. Par groupes de 50, torse nu, les jeunes conscrits attendent sur le perron avant d'être introduits dans la minuscule pièce où le « capitaine vétérinaire » vient d'enfumer la séance.

Il se sert d'une seringue de 10 cm3, ce qui lui permet de piquer 5 hommes sans la changer. De cette façon il parvient en quelques heures à expédier plus de 2.000 jeunes. De cette opération, il résultera que 4 à 5 jours après, la plupart des conscrits traseraient toujours de vives douleurs à l'épaule gauche, que près de 200 de ceux-ci se trouveront alités et que plus de 50 jeunes étaient atteints d'abcès graves et envoyés d'urgence dans les hôpitaux militaires de la région, se faire opérer (au camp cela se fit avec un manque de soins absoin). Une enquête engagée démontra que la responsabilité de cette opération incombait, non à l'Institut Pasteur, dont les sérums furent reconnus bons, mais à l'officier qui ne sut s'assurer de toutes les mesures d'hygiène nécessaires !...

Mais cela ne fit qu'entamer une série qui s'annonce prometteur, une épidémie de rougeole sévit maintenant dans le camp. On comprendra la chose quand on sait que les jeunes militaires, qui reçoivent déjà une nourriture infecte, sont la proie des moustiques qui abondent dans ce camp infesté de marécages, des flaques d'eau croupissantes. Les conscrits ont trouvé un nom pour le camp de Montlhéry : « La porte de la mort lente ». Après cela on pourra toujours les emmener au crémeu vers leurs « fêtes patriotiques! »

D'UN HOPITAL

« Ils ramassent tous les gars, même ceux déjà réformés. Il faut en tirer le maximum. Pour les après-midi de libre c'est autre chose, toujours pas de permes. Ils te baratinent de travailler pour en avoir, mais ils ne les accordent.

« Maintenant pour faire le mur c'est fini ; c'est pourri de flics, et c'était déjà très dur de sortir avec nos uniformes.

« Les gars qui reviennent d'Indochine ou de Corée sont tous cagoulés et sont à peine soignés. Les femmes qui reviennent de la-haut sont de vraies loques humaines. Il y a des trains avec des conditions atténuantes et d'autres sont des vrais tueurs.

Et tu verrais ces flics, gardes mobiles hospitaliers pour « accès de tension, tu parles ! Tu sais, tous les gars deviennent hargneux et ils en font marrer.

« CONTINUE TON BOULOT »

« Ces « taches ont fêté le 1er mai come toutes les autres fêtes : on est consigné d'office et les permes c'est pareil...

Je ne vois plus qu'une chose à te dire, c'est de continuer ton boulot, ça nous fera sortir de là. »

A BAS LES 18 MOIS !

« La nourriture, bonne au début, devient de plus en plus mauvaise.

Tu sais, dans l'armée, on a trouvé très ridicule que l'on gagne maintenant 15 francs par jour. C'est vraiment pour se moquer de nous. Un ancien qui lui, il y a bien un cinéma pour les soldats, au camp, mais l'on paye 55 francs et encore nous ne comprenons rien tellement il marche mal.

Quant au service à 18 mois les gars come de juste ne sont pas contents et ils rouspèlent fort, surtout ceux de la 50-1 qui ne savent toujours rien de nouveau. »

DU MAROC

« Les Marocains sont malheureux. Leur situation sociale est épouvantable. L'ouvrier agricole est très malheureux. »

DISCUSSION AVEC LE M.L.P.

Le 25 mai, le groupe du XVe arrondissement du Mouvement de Libération du Peuple, organisait une réunion d'information à propos des élections. Un orateur indiqua que bien qu'il ne représentait pas de candidat le M.L.P. n'était pas pour l'abstention et, qu'au contraire il demandait aux candidats de toutes les parties de se prononcer sur un programme proposé par ce mouvement et dont la lecture fut demandée.

Parlèrent tour d'abord, Paul Rivet, (progressiste neutraliste) et Maria Rabate, (P.C.F.)

Sans examiner, sur le ward, le programme proposé Il se déclarèrent d'accord dans les grandes lignes. Puis, ils s'offrirent, surtout Maria Rabate, de faire de la propagande pour leur liste.

Notre camarade Corvin, eut ensuite la parole ; se trouvant dans le cadre du débat fixé par les organisateurs, il approuva les buts anticapitalistes de leur programme et critiqua le caractère réformiste certains mots d'ordre, et plus spécialement la conception de la coexistence pacifique des deux systèmes existant dans le monde. Il préconisa les méthodes d'action révolutionnaires insistant sur la nécessité du Front unique de classe pour le triomphe des revendications ouvrières et la réalisation d'un gouvernement ouvrier paysan.

Un perturbateur stalinien qui voulait interrompre notre camarade fut courtoisement mais fermement envoyé. De même, la salle écouta sans sympathie un autre député stalinien dévoiler des calomnies sur notre parti. D'ailleurs, interrompu par notre camarade et sommé par lui d'écrire et signer ses déclarations, il s'empêtra de plus en plus dans cette chose.

Par contre, les deux orateurs du M.L.P. répondirent largement et en toute sympathie à notre représentant. Ceci, laisse bien augurer des possibilités de discussion et d'action commune dont Corvin fit la proposition à la fin de son intervention.

Des ouvriers de chez Renault lisent nos affiches.

LE R.P.F. COMBATTU A QUIMPER

Une réunion R.P.F. veut piper les voix des classes moyennes.

Une militante du P.C.I. monire dans une contradiction, qu'il n'y a pas de solution pour elles, si elles ne veulent pas à la classe ouvrière pour renverser le capitalisme. Elle appuie l'assistance à voter pour les listes ouvrières.

LE MICRO NE MARCHE PLUS A BREST

Le 5 juin, Chapin, Cronan, Pouvaisie veulent démontrer que de Gaulle changera tout et donnera satisfaction à tous. Mais, Chopin et du plus Marshall « une entreprise de générosité de la grande Amérique » (sur 11 milliards à l'Europe, 10 milliards pour l'armement, cela il oublie de le dire).

Quant à Pouvaisie après avoir longuement vanté l'association capital-travail, il avoue « ne pas bien connaître la question ».

Un groupe de travailleurs marquent leur hostilité devant un service d'ordre impuissant. Quand notre camarade Calves veut porter la contradiction, on tenu par tout ce qui n'est pas R.P.F., le micro ne marche plus !

MOCH A DES EMULES A BOURG-SAINT-MAURICE

Le 3 juin, Sibué, député S.F.I.O. sortant de la Savoie tente de justifier la lutte « contre le communisme et le communisme » et son appartenance avec les radicaux et la Gauche paysanne.

Un militant P.C.F. et un du P.C.I. porte la contradiction. Les démocrates montrent leur vrai visage d'abord en donnant le signal du départ pendant que le P.C.F. parle, notre camarade doit rappeler le bureau à l'ordre, puis en attaquant à la fin de la réunion le militant du P.C.I. : « agent de l'étranger » « montre-nous tes papiers » « boche » etc...

SOIREE DE FAMILLE A L'HAY-LES-ROSES

Beau début de campagne électorale pour ces « messieurs » du R.P.F.

Le groupe R.P.F. de Malakoff était convoqué le lundi 28 à l'Hay-les-Roses. A cet effet deux camions emmenèrent sur place « ces électeurs de renfort ».

Grande surprise, la salle était vide, à part le groupe des conseillers R.P.F. et la section du coin. Pas un chat jusqu'à la fin.

NOSTALGIE DU TRIPARTISME A BREST

Dans une réunion du P.C.F. à Brest le 7 juin, Daniel TRELLU déclare dans son discours : **« Nous sommes prêts à soutenir n'importe quel gouvernement qui fera une politique de paix.**

Alors, si de Gaulle signait à nouveau un pacte avec Staline ?...

Henri DENIS (chrétien progressiste, directeur de « Ouest-Matin ») relate la vie de Henri MARTIN : **« En 1945 M. Martin en arrivant d'Indochine comprit rapidement qu'il ne venait pas pour battre le fascisme japonais mais pour asservir un peuple qui avait acquis son indépendance en luttant contre celui-ci. »**

Alors pourquoi Thorez, Tillon, Crozet restèrent-ils ministres jusqu'en 1947 dans le gouvernement qui menait une telle guerre ?

Une par le de la « donné » par Koenig.
1° Service militaires de 2 à 3 ans.
2° Envoi de 4 classes du contingent en Indochine.
3° Rappel de 10.000 officiers et de 20.000 sous-officiers.

En avant pour le million

LISTE DE SOUSCRIPTION - LUNDI 11 JUIN

Lavignon Robert, 500; Jean Carlou, 1.556; De Sede, 500.

Liste n° 041. — Alvar, 600; Anonyme, 100; Anonyme, 250; Mardine 500; collecte réunion Meudon, 365; collecte réunion Boulogne, 850; en plus : pour la seule organisation qui défend la jeunesse, 200; Bourgin 50; Lemaire, 500; Brar, 500.

Liste de souscription n° 6696. — Un syndicaliste, préfecture Seine, 200; un syndiqué C.G.T., 100; un de la R.A.T.P., 100; Marguerite, 50; Paul Siebel, P.C.I., 200; Marguerite (Creteil), 50; employé bancaire, 200; Eddie, 1.000; un jeune ouvrière, 50; un cuisinier P.C.I., 500; un chômeur C.G.T., 150; C.G.T. Bon, 100; simonetta, 50; Desnud, 500; Amis de la Vérité (2e versement), 2.850. Souvet à Levallois, 500; Bonnaud, 150; un boulguiste, 100; un sympathisant, 100; un de chez Latil, 50.

Adresser les envois à Daniel RENARD, 43, rue de Liencourt (14e) C.C.P. 5694-59 Paris

Liste de souscription n° 6124. — Tricot, 200; Mikey, 1.000 Van Ay, 200; Vo Van, 100; Bonin, 100; Lomp Jean-Noyes, 100; 940, 100; N.L., 100; Xoni, 100; Xoni, 100; Cam, 200; Lo, 100; Hieh, 100; Pierre, 1.000; Le Bas, 200; Jean Fouquet, 100; X., 50; Bire, 100; un ancien combattant, 100.

Liste de souscription n° 6511. — Mafy, 150; Carcel, 100; Herbet, 50; Bertolini, 100; Bessolo, 50; Fetel, 50; Favrot, 100.

Liste de souscription n° 6124. — Tann, 300; J. Indous, 200; Phi, 100; H. Thiry, 200; Dan, 100.

Liste de souscription n° 6137. — Toy, 300; Dang Ho, 300; Duong, 300; Ouing, 100; Ouang, 100; Ouang, 100; Triet, 500; Tano, 200; Ro, 100.

Liste de souscription n° 6057. — Garrec Yves, 500; Farrel Claude (pour la réconciliation), 500.

Liste n° 6123. — Hoa Nhien, 1.000; Berbenni, 200; Khabechi, 200; Peres Jose, 100; S., Livertaire, 100; Karaba, 100; Vierne, 500; Abbas, 50; Abbous, 50; Jenoch, 150; X., 100; Y., 50; Z., 100; Mammed I, 100; Mammed II, 100; Latache, 100; Lourdoulan, 150; Bernal, 50; Mengoni, 500; Ramel, 100; La Vac, 1.000; X., 200; Lorenzo, 100.

Liste n° 2.513. — Un abonné 1.000; Marcel, 500; Walkter, 500; Bro, 200; Normand, 200; R., 100; Hiebbe, 500; Lamy, 500; Bi, 200.

Liste n° 2.448. — Claude, 1.000; X. Rosi, 500; L. A., 200; un sympathisant, 500; Tal, 200; Symon, 500; Frank, 200; X., 100; un soldat, 50; Thibault, 300; un espagnol, 500.

Liste n° 2.392. — (détail non parvenu), 4.240.

Un groupe d'une section de la IVe Internationale pour le succès de la campagne du P.C.I., 10.000.

Liste 2.475. — Lacroix, 1.000; Malho, 500; Michel, 50; Hélène, 200; Marc, 500; Thiou, 500; A., 500; un étudiant, 100; Baudin, 200; D.D., 200; V. 100.

Liste n° 2.572. — Gerin, 500 Paul, 500; Bonnet, 500; Bernard, 500; Gérard, 500; métallo, 500; un du bâtiment, 500; Jacquier, 500; L.M., 200.

Liste 112. — R., 1.000; Laurent, 500; pour la IVe, 500; un travailleur étranger, 500; Audoin, 250; Poulain, 200; C., 500; Monteil, 500; Pel, 1.000; M. A., 200.

Liste n° 2.806. — Berto, 5.000 Bondeau, 500; Baroux, 1.000; Notet, 250; Mano, 500; Gaston, 500 un postier, 500; X. H., 500; Jeanne J.C.J. 500; Yanel, 500; Calcome, 100; Beck, 100; Madeleine P., 200; Mary, 100 Lor, 200.

Liste 2.879. — (détail non parvenu), 5.800.

Liste n° 2.601. — Meyer, 2.000; F., 500; Marcel, 500; Fontaine, 500; Boisier, 500; Moreau, 500; Jean, 500; Bouriver, 500; X., (Turny), 200; un professeur, 500; 250; Courtain, 200; R.F., 200; Bouny, 200.

Liste n° 2.019. — Aurox, 1.000; Vaudoyer, 500; Gressin, 500; Lelong, 100; Illinde, 50; Lelaine, 500; D.S., 500; Degrise, 500; Jean, 500; Charton, 200; Emile, 200; Paul, 200; C.H., 200; un Nord-Africain, 500; Garnier, 200; un ancien P.S.F., 200; Bernard, 200; Jean, 200.

Liste n° 2.515. — Rayner, 1.000; Cantin, 500; Richard, 200; Dubois, 500; R. D., 200; X., 200; Li, 500; X., 100; Cassin, 500; Terron, 200; Marc, 50; Robin, 1.000.

Liste n° 2.941. — Gerland, 500; Vaillant, 300; Sev., 100; Moreau, 200; L. C., 200; Mercier, 100; F.F., 200; Alfred, 500.

TOTAL : 97.755. TOTAL PRECEDENT : 407.959. **TOTAL GENERAL : 505.705.**

QUATRE ANS DE LUTTE CHEZ RENAULT

(Suite de la page 1)

la reconstitution d'une C.G.T. unique et démocratique, puis, en demandant toute l'énergie nécessaire de réaliser cette unité d'action à la base dans des *comités d'unité d'action démocratiquement élus* et ainsi de disposer aux grandes organisations. Le mot d'ordre fut repris par la C. G.T. et le P.C.F. Mais, au lieu d'y intégrer son contenu essentiel qui était *« la parole aux travailleurs »*, il le vidèrent de toute substance.

De tous les comités d'unité d'action créés chez Renault, aucun n'a jamais été l'expression réelle des travailleurs, que ce soit de comité du département, de la section, de l'unité d'action en France » comme l'intitula « l'Humanité-Dimanche », ou bien les comités d'unité d'action créés il y a environ un mois au moment de la lutte pour les 15.000 fr., aucun de tous ces comités n'a été à un moment quelconque, *contrôlés par les travailleurs*, dans des organismes à eux, le glas du système capitaliste sonnera.

Et ce temps n'est pas loin.

Les expériences accumulées ont donné à ceux qui comprennent aujourd'hui aux travailleurs un sens aigu de ce qu'ils doivent faire.

S'unir à la base sans exclusive contre quiconque :

Contraindre les sommets à s'entendre pour réaliser ce que les travailleurs veulent.

Balayer le régime capitaliste et toute sa pourriture ;

Instaurer un gouvernement Ouvrier et Paysan, sous leur contrôle, répondant à leurs aspirations.

Attentat contre la C.G.T.

(Suite de la page 1)

pas suivi, ce qui alors serait très grave. S'ils craignaient cela, c'est peut-être qu'ils ont trop cru « au coup » contre la main dans ce dernier cas, la crainte n'était pas fondée. On commence à comprendre ce que craignent au contraire Lunet et ses pareils, ce sont les grands mouvements cent fois moins contrôlables que l'Assemblée rebelle des cadres de la métallurgie, et qui bousculent les petites combinaisons et les intérêts des bureaucrates dans la ruée vers les objectifs de toute la classe ouvrière.

(Correspondant ouvrier.)

Nous avons reçu trop tard pour être publiée une lettre de dénonciation de NATHALIE TROTSKY de la IVe Internationale et la réponse du Secrétariat International.

Voir notre prochain numéro.

de tous les pays

◆ CEYLAN

A. Dharmagupta, dirigeant du Parti communiste, déclara récemment que le Ceylan ne pouvait pas les impérialistes » est manifestement dépassé. Parmi le P.C., n'est pas contre les capitalistes locaux, mais seulement contre ceux d'Amérique et d'Angleterre.

◆ FRANCE (zone d'occupation américaine).

FONTAINEBLEAU. — Les nouveaux occupants de l'Etat-Major « européen » se sont assez amusés à l'establishment où ils survivent la crise du logement, font monter le prix des loyers et des denrées alimentaires, et se conduisent en général grossièrement avec la population civile. Mais, ces derniers temps, ils ont soulevé la colère générale par un crime odieux qui a été vivement ressenti par les occupants hitlériens.

Une enfant de six ans, la fille du docteur Rick, s'était aventurée à quelques pas des barbelés qui entourent le camp d'Avon, et elle tuée d'un coup de fusil par une sentinelle américaine.

L'assassinat de la petite Bera, sur lequel l'ensemble de la presse bourgeoise a fait le silence, a pour nous sonnés les premiers à rendre public, s'est répandu comme une traînée de poudre dans le quartier populaire de Saint-Merry. Il a ouvert les yeux de tous sur le véritable visage des nouveaux « défenseurs de la civilisation occidentale » qui sont à l'œuvre non seulement dans la lointaine Corée, mais aussi dans nos villes et nos villages.

(Correspondant).

NOS REUNIONS

MARDI 12	LIVRY-GARGAN	Salle Joseph Noize.	MARDI 12	COLOMBES	Rue Carnot.
MERCREDI 13	AULNAY SOUS BOIS POISSY	Salle du 11 novembre. Salle du théâtre Molière, mairie.	MERCREDI 13	SURESNES	Ecole de garçons, rue Jules-Ferry.
				GENNEVILLIERS	Groupe scolaire, rue Carnot.
JEUDI 14	ARGENTEUIL	Ecole Vaulabert.	JEUDI 14	COURBEVOIE	Ecole rue de Rouen.
VENDREDI 15	PONTOISE	Salle du Secours Mutuel.	VENDREDI 15	ASNIERES	Ecole de garçons Michelet, r. des Bourguignons.
	MANTES	21 h. Salle Municipale. Les MUREAUX Salle du Dancing. 18 h. 30			
SAMEDI 16	CONFLANS ST HONORINE	Salle de la Fontaine, place Romagne.	SAMEDI 16	BILLANCOURT	Ecole, rue du Vieux, Pont de Sèvres.
	SEVRAN	Préau Crétiet.			

Toutes les réunions ont lieu à 21 heures, sauf autres indications.

Le Gérant : JULIA
Imp. Spé. de « La VERITE »
R.G. — G.D. 3 P. 6. D. — P. 19